

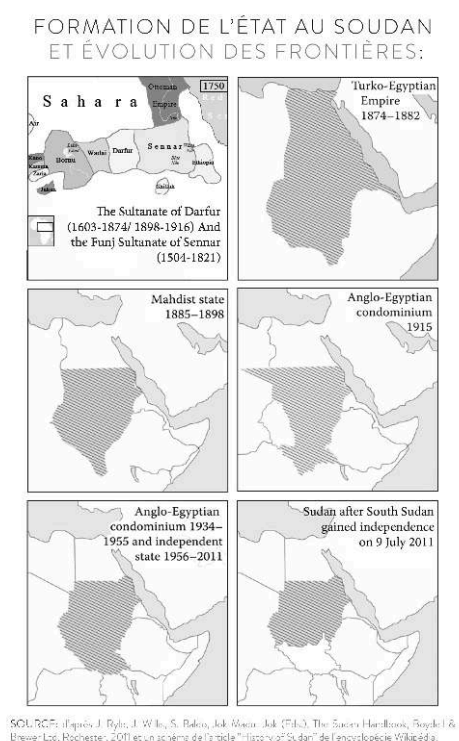
---

# La charité et la réussite commerciale comme vecteurs d'asymétrie et d'inégalités : les impensés du développement du Soudan islamiste durant la première république

Raphaëlle Chevrillon-Guibert

---

Figure 1 Formation de l'Etat du Soudan et évolution de ses frontières.



Source: Adapté de J. Ryle, J. Wallis et al (eds.) (2011), *The Sudan Handbook*, (Rochester: Boydell and Brewer Ltd), and from a Wikipedia article *History of Sudan*.

## 1. Introduction

Au pouvoir depuis plus de vingt-cinq ans, les islamistes<sup>1</sup> marqueront durablement de leur empreinte la trajectoire de l'État soudanais. Avant eux, seul le général Nimeiry s'était maintenu plus d'une décennie au pouvoir (de 1969 à 1985). Outre leur longévité, et bien que leurs obédiences politiques semblent les opposer (islamique et libéral d'un côté, socialiste et laïque de l'autre), ces deux régimes partagent un certain nombre de points communs : le caractère autoritaire de leurs pratiques politiques, bien sûr, mais également leur volonté affichée de transformer en profondeur la société soudanaise. Tous deux rejettent également l'héritage colonial d'un Soudan concentrant ressources politiques et économiques dans le centre du pays et manifestent une forte hostilité à l'encontre des grands partis traditionnels et de leurs élites qu'ils accusent d'avoir maintenu cet héritage, et les rapports de pouvoir ethnicisés sur lesquels il se fondait, pendant les années où ils ont gouverné le pays.

La poursuite du développement colonial organisé autour d'une agriculture d'exportation située dans les régions centrales du pays par les gouvernements dominés par les partis traditionnels a été largement commentée (Roden, 1974 ; Bernal, 1997), tout comme les difficultés et les efforts menés vainement par le régime socialiste pour sortir de ce schéma de développement (Niblock, 1987). Le pays ayant plongé dans une crise économique dramatique à la fin des années 1970, ces tentatives ont souvent été jugées sommairement. Surtout, la reprise de la guerre au Sud en 1983 et la redoutable famine qui a frappé les régions de l'Ouest en 1984 et 1985 ont concentré l'attention des

analystes ; peu de travaux ont exploré les politiques de développement en s'intéressant aux acteurs qui les ont mises en œuvre ou aux contextes locaux, régionaux et internationaux dans lesquels elles se sont inscrites (chocs pétroliers, émigration massive de Soudanais qualifiés vers les pays du Golfe, conflits régionaux, sécheresse récurrente dans la partie sahélienne)<sup>2</sup>. La littérature s'est focalisée sur les conséquences de la crise. De nombreux travaux ont étudié les conditions sanitaires dans lesquelles vivaient les millions de Soudanais qui se sont concentrés dans les banlieues de la capitale pour fuir la guerre ou la sécheresse, ou sur les questions de sécurité alimentaire des zones rurales (de Waal, 2005) ou touchées par les conflits (Miller, 1993). Encore aujourd'hui, la littérature concernant le développement au Soudan poursuit ce type d'analyses en explorant, par exemple, les problématiques d'urbanisation de la capitale ou de modernisation de l'agriculture et de l'élevage, principaux moyens de subsistance des populations rurales (Casciarri et al, 2015)<sup>3</sup>. Une attention particulière est aussi portée à l'éducation que les islamistes ont cherché à encourager (Tenret, 2016). Cependant, d'une façon générale et contrairement à ce qui avait été fait pour les nationalisations du régime de Nimeiry, le développement porté par les choix politiques du régime islamiste n'a pas été abordé pour sa nature intrinsèquement conflictuelle. L'exploitation du pétrole ou des minerais, la production de bétail et de céréales pour l'exportation dans certaines régions spécifiques, la construction de grandes infrastructures comme les barrages sur le Nil ne sont pas des choix remis en cause par les acteurs, ni discutés par la littérature<sup>4</sup>, mais c'est le caractère profondément inégalitaire de la répartition territoriale de ces projets ou de leurs principaux bénéficiaires qui soulève des oppositions et des commentaires. Ces inégalités nourrissent toutes les contestations armées du régime, qu'il s'agisse du Sud, du Darfour, de l'Est ou des régions du Nil Bleu et des monts Nouba. C'est également cet aspect que privilégie la littérature qui s'intéresse à ces conflits, elle détaille cette inégale répartition et le clientélisme du régime dans la sélection des projets ou l'octroi des contrats publics. Des travaux récents complètent ces approches en tentant de décrypter ce que ces projets de développement révèlent des pratiques du pouvoir islamiste et de son fonctionnement (Verhoeven, 2015; Beckedorf, 2012; Patey, 2014). La recherche sur laquelle s'appuie cette contribution s'inscrit dans cette voie qui apporte également un regard nouveau sur les islamistes au Soudan. La littérature sur l'islam politique soudanais se concentre en effet principalement sur les acteurs politiques, leurs pensée et discours (parmi eux, Woodward, 2013 ; Ibrahim, 1999), leurs relations au sein de l'appareil d'État (par exemple : Gallab, 2016 ; Sørnbø et Ahmed, 2013; Ahmed, 2007) et avec le reste du champ politique soudanais (Warburg, 2003). En étudiant l'expérience de gouvernement menée par les islamistes soudanais, ce travail cherche à comprendre ce que ces derniers font du pouvoir et ce que le pouvoir fait d'eux.

Cette contribution vise plus spécifiquement à explorer l'expérience de développement menée par les islamistes durant leur première république<sup>5</sup> à partir de l'étude de pratiques sociales qu'ils ont activement encouragées : celles de l'évergétisme<sup>6</sup> et de la philanthropie sociale. Dès 1989, le répertoire religieux de la générosité redistributive a en effet été systématiquement valorisé dans les discours officiels du nouveau régime, à la fois comme symbole de religiosité, mais aussi comme outil de redistribution et de développement, parallèlement à son institutionnalisation à travers notamment le paiement obligatoire de la *zakat*. Dans ce chapitre, nous posons comme hypothèse qu'analyser l'encouragement des pratiques de redistribution par les islamistes nous permet de lire la conception qu'ils se font du développement. Il s'agit également de

décrypter comment cet appel à la générosité a été diversement reçu et retraduit par les gouvernés selon l'ancrage social et le contexte socio-politique dans lequel ils évoluent afin de voir, au moins partiellement, comment les individus et les groupes conçoivent, à leur échelle, le développement. Comment participent-ils à la production d'un développement qui varie selon les groupes et les territoires, et dont les résultats s'avèrent parfois paradoxaux et bien souvent conflictuels ? Comment ces pratiques charitables se conjuguent-elles avec le développement d'un nouvel éthos entrepreneurial valorisé par les islamistes ? Ces questions permettent d'envisager des configurations plus complexes que prévu et, notamment, de montrer comment l'expérience islamiste a pu progressivement faire émerger une forme de développement *a priori* relativement consensuelle, mais dont les effets sont largement conflictuels en raison de la persistance d'inégalités dans le développement du pays.

Cette démonstration est réalisée à partir de l'analyse des activités des grands marchés de la capitale soudanaise, des trajectoires et pratiques de certains de leurs acteurs essentiellement durant la première république (c'est-à-dire jusqu'à l'indépendance du Sud Soudan en 2011). Elle s'appuie sur un travail empirique mené depuis 2004, principalement dans la capitale soudanaise, au cours duquel ont été menés plus de 400 entretiens en anglais et en arabe (avec un traducteur) auprès de commerçants et hommes d'affaires ainsi que de nombreuses observations sur les marchés<sup>7</sup>. Le choix du secteur commercial n'est pas anodin. Bien qu'il ne représente qu'une faible part du produit intérieur brut (PIB) (15 pour cent environ), ce secteur occupe une place centrale dans le dispositif économique soudanais en raison de la faible industrialisation du pays et de la place prépondérante, depuis la colonisation anglaise, des commerçants dans les autres secteurs économiques comme l'agriculture ou le secteur minier, dont les rôles sont devenus fondamentaux avec la fin de l'économie pétrolière.

## 2. L'évergétisme : un outil spécifique du développement islamiste

Dès les premiers mois de leur arrivée à la tête de l'État, les islamistes doivent faire face à une grave crise alimentaire au Darfour et au Kordofan. La réponse apportée à la crise diffère alors fortement d'une région à l'autre puisqu'au Kordofan, le gouverneur décrète l'état d'urgence qui lui permet d'obtenir une aide internationale conséquente tandis qu'au Darfour, au contraire, aucun état d'urgence n'est déclaré et ainsi aucune aide extérieure reçue. Ce choix du gouverneur du Darfour, un fervent islamiste, se révèle assez typique de la conception particulière que les islamistes se font du rôle de l'État et de la société : les problèmes de sécurité alimentaire et médicaux sont laissés aux bons soins de cette dernière par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales locales (Miller, 1993) que les populations darfouriennes, et tout particulièrement leurs acteurs économiques, sont encouragés à créer et financer<sup>8</sup>, tandis que l'autorité régionale se concentre principalement sur les questions sécuritaires<sup>9</sup>. Il faut également se rappeler que les islamistes, et tout particulièrement leur leader Hassan al-Turabi, appréhendent les organisations humanitaires internationales et leurs rôles politique, culturel et religieux comme des vecteurs d'acculturation des populations musulmanes (Bellion-Jourdan, 2004). Cette vision extrêmement politisée de l'aide les pousse à lutter activement contre ces organisations internationales, accusées d'être porteuses d'un projet de civilisation contraire au leur,

en limitant au maximum leurs interventions. Hassan al-Turabi va jusqu'à expliquer à un journal koweïtien en 1991 : « Certains veulent utiliser la baisse de la production agricole due à la sécheresse pour nous lier les mains. Il est préférable que plusieurs milliers de personnes meurent plutôt que de permettre à la croisade internationale de venir à notre aide. Nous ne proclamerons jamais la famine alors que nous sommes une nation islamique (...) Nous ne permettrons pas aux organisations d'aide internationales de faire ce qu'elles veulent dans notre pays et de s'opposer aux plans de la Révolution islamique dans le Sud qui verra, vers la fin 1991, l'écrasement de la rébellion » (Sawt al-Koweït, 25 mars 1991 cité par Bellion-Jourdan, 1997, 69).

En accordant un tel rôle aux organisations d'aide, les islamistes ont été logiquement conduits à créer eux aussi des organisations caritatives chargées de faire rayonner leur projet de société. Ainsi, en 1980, ils créaient, avant même leur arrivée au pouvoir, l'organisation Da'wa Islamiya (appel islamique) dont l'objectif initial était la propagation de l'islam en Afrique par le biais de l'enseignement. Pour sa création, la Da'wa Islamiya a bénéficié du soutien de Mohamed al-Faysal, un des dirigeants de l'institution financière Dar al-Mal al-Islami et principal actionnaire de la Faysal Islamic Bank créée un an plus tôt. C'était un ami personnel de Turabi. L'organisation a également obtenu les soutiens de la Jami'at ad-da'wa al-islamiya basée à Tripoli et de la Ligue islamique mondiale basée à Jeddah. C'est en 1981 que la Da'wa Islamiya s'est dotée d'une branche humanitaire, l'Islamic African Relief Agency (IARA)<sup>10</sup>. À cette époque, tout en leur permettant de gagner de l'influence au sein des populations aidées, ces associations ont également permis aux islamistes de drainer des soutiens politiques au-delà de leur sphère d'influence traditionnelle grâce à l'écho très favorable qu'elles ont suscité parmi l'ensemble des acteurs de la scène politique nord soudanaise largement dominée par des partis religieux. Le contexte était alors marqué par la reprise de la guerre au Sud et la famine à l'Ouest, lesquelles attiraient dans le pays de nombreuses organisations humanitaires internationales. Cependant, la proximité de ces associations avec le mouvement islamique a fini par être problématique, surtout pour les partis laïcs, tant il devenait difficile d'ignorer leur rôle dans le développement de l'idéologie islamiste<sup>11</sup>.

Le fait qu'une fois au pouvoir, les islamistes aient maintenu ces organisations et encouragé la formation de nouvelles, en leur accordant notamment de nombreuses exemptions fiscales<sup>12</sup>, révèle que ce choix initial n'était pas uniquement tactique. Il renforce l'idée que les islamistes accordent une place particulière aux pratiques de charité. Si la valorisation de la générosité auprès d'un public musulman n'a rien de spécifique aux islamistes, la façon dont ils conçoivent cette générosité, et la place centrale qu'ils lui accordent, dessinent néanmoins les contours particuliers des rôles qu'ils attribuent à l'État et à la société (Marchal, 1999).

Lorsque les islamistes arrivent au pouvoir en 1989, à l'instar des socialistes vingt ans avant eux, ils entendent transformer durablement le pays et sa société. Pour eux toutefois, la mise en œuvre d'un « bon » développement ne relève pas d'un modèle préétabli mais doit découler des « bonnes » actions de citoyens islamisés. Il ne s'agit donc pas de mettre en place une nouvelle structure institutionnelle ou des politiques publiques conçues explicitement pour corriger les inégalités résultant de l'accumulation du capital dans un Soudan structuré économiquement au profit des régions centrales, mais de faire de chaque Soudanais un « bon » musulman<sup>13</sup>. Le projet islamiste vise avant tout la rénovation des individus<sup>14</sup>, il se concentre sur la dévotion

conçue à la fois comme pratique individuelle et comme pratique sociale (Roy, 1992). Dès lors, la légitimité du développement tient à celle des acteurs qui le promeuvent et à celle de leurs outils, et cette légitimité doit avant tout reposer sur la religion. Comme l'indique clairement la déclaration de Turabi dans le journal koweïtien, ce qui compte, ce n'est pas tant le sort des potentiels bénéficiaires que celui du projet islamique auquel contribue le donateur<sup>15</sup>. Les islamistes ne cherchent donc pas à transformer les conditions de la production matérielle à proprement parler mais considèrent plutôt que les inégalités intrinsèques de la société seront « naturellement » corrigées avec l'islamisation des sociétés et des pratiques individuelles. Le fait qu'ils soient convaincus qu'il faille conquérir tous les rouages de l'économie, traduit non pas une volonté de transformer le mode de production matérielle mais une volonté de sécuriser leur position à la tête de l'État, position qui doit leur permettre de mettre en œuvre leur projet en plaçant des hommes dont la religiosité constituera le moteur du changement. Les hésitations et les débats internes au mouvement islamique quant aux orientations économiques à prendre traduisent cette absence de modèle de développement<sup>16</sup>. Les choix engagés en la matière relèvent bien plus de l'agenda politique des islamistes qui cherchent à stabiliser le Nord tout en continuant la guerre au Sud que d'une logique idéologique ou d'expert pour établir un plan de développement spécifique (Marchal et Ahmed, 2010).

Les pratiques de redistribution constituent l'exemple type de pratiques valorisées par le projet islamiste, du fait de leur caractère à la fois individuel et social : en agissant pieusement, le donateur gagne son salut tout en signifiant son appartenance à la cité islamique qu'il construit. La charité devient ainsi un outil de développement de la société islamique, ce qu'illustre l'institutionnalisation de certaines pratiques d'évergétisme anciennes comme le paiement de la taxe religieuse (*zakat*)<sup>17</sup> qui devient obligatoire dès 1990, et dont la base est également élargie<sup>18</sup>.

Logiquement, c'est la générosité des acteurs favorisés par le régime qui se trouve en premier lieu sollicitée. Les militants islamistes reversent au mouvement jusqu'à 30 pour cent de leurs revenus<sup>19</sup>. Les acteurs économiques proches des islamistes ayant bénéficié directement des largesses du nouveau pouvoir se trouvent également largement invités à être généreux envers la communauté<sup>20</sup>, comme l'illustre le cas du grand homme d'affaire darfourien Adam Yagoub qui présida à Khartoum, dans les années 1990, le club très sélectif regroupant les 25 plus grands entrepreneurs soudanais<sup>21</sup>. Adam Yagoub s'est ainsi révélé particulièrement généreux pour le bien public, et tout particulièrement au Darfour, la région dont il était originaire et où il a débuté ses affaires, mais il a également financé l'État national, notamment par le biais de ses activités avec l'armée<sup>22</sup>.

Il est aisé de saisir ici la conjonction d'intérêts que peuvent entrevoir les entrepreneurs entre l'appel de l'État à leur générosité dans le cadre de pratiques qui relèvent de la « décharge » (Hibou, 1999) et leurs intérêts économiques : en échange de leurs libéralités, ces hommes d'affaires espèrent obtenir diverses contreparties. Cela a été particulièrement vrai dans les années 1990 lorsque le pouvoir a entrepris de privatiser la plupart des grandes entreprises publiques, on retrouve aujourd'hui une dynamique similaire dans l'attribution des licences d'exploration et d'exploitation minières dont l'État est en charge (Chevrillon-Guibert 2016b). Du côté étatique, on imagine aisément l'intérêt réciproque de telles sollicitations : développement d'un clientélisme mais aussi outil de contrôle des individus prospères dont l'allégeance peut être testée. À l'instar des dons volontaires en faveur des projets du régime, le bon

paiement de la *zakat* est ainsi devenu un sésame pour développer ses affaires dans le Soudan islamiste, non seulement parce qu'il témoigne de l'éthos islamique de l'entrepreneur, mais aussi parce qu'il indique son allégeance financière au régime. Or celle-ci s'avère essentielle pour le pouvoir, surtout dans les premières années où le régime islamiste jouait sa survie tant sa capacité à procurer le minimum vital à la population était limitée par une économie en crise et alors qu'il n'avait pas encore le plein contrôle de tous les rouages de l'État. Cette participation de la société à la chose publique n'a donc pas entraîné un retrait de l'État mais plutôt son redéploiement par l'exercice d'un contrôle accru sur les acteurs économiques et du fait d'une extrême perméabilité entre société et État.

La valorisation du répertoire islamique dans le nouveau mode de gouvernement n'a pas empêché néanmoins la prévarication selon un schéma classique de captation des ressources de l'État par les acteurs du système occupant des positions de pouvoir (membres des conseils, autorités administratives et/ou politiques). Rapidement, en plus d'être l'outil d'une générosité à contrepartie par laquelle les entrepreneurs cherchaient à s'attribuer les faveurs du pouvoir, la *zakat* est devenue un moyen d'enrichissement pour certains membres de la hiérarchie étatique (Abdalla, 2008). À travers la participation des citoyens, le développement est ainsi devenu un terrain politique où l'on trouve des soutiens et où on les teste également.

Les grands hommes d'affaires n'ont pas été, et ne sont pas aujourd'hui encore, les seules personnes sollicitées ; l'ensemble des acteurs économiques le sont également, qu'il s'agisse de philanthropie sociale ou de tribut financier en faveur des opérations civiles et militaires de l'État<sup>23</sup>. Par exemple à Khartoum, où se concentre l'essentiel des ressources du pays<sup>24</sup>, depuis le début du régime islamiste, l'ensemble des commerçants a été encouragé à créer des associations caritatives locales, en région<sup>25</sup> mais aussi dans la capitale, et à participer à des projets étatiques. Sur ce dernier point, la liste des multiples sollicitations qu'ont connues et que connaissent encore les commerçants des différents marchés de Khartoum est longue. Une lettre adressée en 2002 par les commerçants du souk Libya, un des plus grands marchés de la capitale soudanaise, répertorie les principales contributions de ces derniers en faveur de la collectivité<sup>26</sup>. Elle cite tout d'abord l'ensemble des infrastructures du marché (bâtiments officiels compris) et mentionne ensuite 50 000 livres (SDP) ((USD 38 000) offertes à l'armée soudanaise en 1984, puis plusieurs dons entre 1995 et 1996 pour le développement de la sécurité soudanaise, un milliard de livres (SDD) (USD 13 millions) en 1997 en soutien à l'armée et 500 millions (SDD) (USD 1,94 million) en 2000 pour le développement de la culture musulmane<sup>27</sup>: achat de nourriture pour les *mujahid*, (nom donné aux membres des Forces de Défense Populaires (PDF selon l'acronyme anglais) combattant au Sud au nom du *jihād*) ou financements de mariages collectifs. Elle fait aussi mention, sans donner de montant, de l'aide financière apportée à l'établissement d'un camp pour ces mêmes forces de défense populaires. Cette liste montre qu'en plus d'avoir été encouragés à participer activement au développement local de leur marché en finançant directement certains ouvrages, les commerçants ont aussi été sommés de se mobiliser pour la nation. Tout comme le reste de la population est mis à contribution par la conscription des jeunes dans les PDF, on attend notamment d'eux qu'ils prennent une part active à l'effort de guerre du régime, contre le Sud dans les années 1990, et plus tard en s'investissant dans l'établissement de forces paramilitaires en charge de protéger le régime. Un schéma similaire existe aujourd'hui avec les Forces de Support

Rapide (RSF selon l'acronyme anglais) issues des anciennes milices janjawid et qui secondent les PDF.

La promulgation de la Popular Defense Forces Law en 1989 s'inscrit dans cette optique puisqu'elle établit une force paramilitaire dont l'objectif est la coopération avec les forces armées et les services de sécurité réguliers, mais aussi la promotion, chez les citoyens soudanais, de leur « degré de conscience sécuritaire » (Mohamed Salih, 2005, 8). La chose publique n'est donc pas conçue comme étant du ressort d'un corps particulier de la population (les administrateurs et le personnel politique) mais au contraire de tout un chacun à qui il convient de faire prendre conscience de son rôle. Ici encore, l'appel à la participation populaire pour fonder une force de sécurité paramilitaire ne constitue pas une spécificité du régime islamiste puisque les PDF ont été créées sous le gouvernement de Sadiq al-Mahdi, en 1986, afin de contrer les milices du mouvement islamique, mais aussi, et surtout, afin de lutter au Sud contre l'Armée Populaire de Libération du Soudan (SPLA, selon l'acronyme anglais). Néanmoins, là aussi le changement réside dans l'ampleur prise par les PDF au cours des années 1990 comparativement aux forces armées régulières (El-Battahani, 2016). M. A. Mohamed Salih estime que, dès 1996, leur nombre surpasse celui des forces armées et qu'en 1999, il lui est trois fois supérieur (80 000 soldats réguliers, 3 500 militants islamistes nommés officiers de l'armée et 150 000 PDF) (Mohamed Salih, 2005, 9). La participation populaire est sollicitée par une rhétorique religieuse appelant les engagés à mener le *jihad* dans les « zones impies » du Sud. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue les intérêts matériels aussi engagés dans leur constitution : les PDF assurent au régime une protection contre toute tentative de coup d'État<sup>28</sup> ainsi que la disponibilité de soldats à bas prix ; aux individus engagés, elles offrent un revenu ou tout au moins une position reconnue dans la société. Les déterminants de l'action des uns et des autres mêlent donc conviction et intérêts matériels.

Cette participation active des citoyens à la chose publique, dont les activités de bienfaisance font partie, témoigne d'un retrait progressif de l'État au profit d'éléments actifs travaillant au projet de révolution. Dans l'épisode de famine au Darfour de 1991-1992 par exemple, on ne peut pas dire que l'État darfourien ait été insensible aux drames de sa population ou qu'il se soit désengagé des questions de développement. Au contraire, il a été omniprésent et omnipotent, à travers des mécanismes de « décharge ». D'une façon générale, les citoyens de l'État islamiste devenus responsables ont été enjoins de créer des associations charitables, de financer la cité, ses constructions dans l'espace public (mosquées, routes, établissements publics particuliers, etc.) et ses services (voirie en zone urbaine, services hospitaliers, services de sécurité). Ces pratiques ne signifient donc pas au Soudan un « échec » de l'État ou son « affaiblissement », mais témoignent au contraire d'un mode de gouvernement qui, jusqu'à un certain point, le renforce. La forte porosité entre État et société qu'encourage un tel mode de gouvernement n'est pas sans conséquences sur les formes prises par le développement au Soudan : les caisses de l'État étant vides dans la première décennie du Soudan islamiste, les principaux projets de développement des années 1990 ont reposé sur ces pratiques redistributives permises par l'implication directe des citoyens devenus les architectes du développement, que cela soit volontairement ou de façon contrainte. La manière par laquelle les individus ont participé à cette redistribution s'est dès lors avérée centrale dans la production du développement et en a pleinement dessiné les contours.



### 3. Charité et production d'asymétrie et de différenciation

Du côté des gouvernés, comment cet appel à la générosité a-t-il été entendu et retranscrit concrètement ? Comment peut-on évaluer les potentielles transformations dont ce mode de gouvernement est porteur ?

On pourrait certainement questionner la nature de la générosité des gouvernés, en évaluant le « succès » ou l'« échec » du projet islamiste, à partir de l'intention affichée des acteurs. Elle pourrait alors être expliquée de deux façons alternatives : par leurs convictions, religieuses ou éthiques, ou par leurs intérêts matériels. Ce type de raisonnement amènerait à penser que la philanthropie sociale des commerçants serait plutôt motivée par leurs intérêts idéels (religiosité, culture communautaire) tandis que leurs pratiques évergétiques, c'est-à-dire leurs dons en faveur de la vie publique, se baseraient sur des intérêts matériels (un meilleur statut social). Pourtant, la réalité apparaît autrement plus complexe lorsque l'on se détache des intentions et des justifications revendiquées par les acteurs, ou qui leur sont prêtées. Seule la prise en compte des « constellations d'intérêts » dans lesquelles leurs pratiques charitables se déploient permet de l'apprécier<sup>29</sup>.

Prenons l'exemple des commerçants darfouriens du grand souk Libya qui ont prospéré dans les premières années de la domination islamiste. Ils ont été massivement sollicités par les membres de leur communauté, à la fois par ceux restés au Darfour, très appauvris par les conflits et les sécheresses depuis plusieurs décennies, et par ceux qui ont migré à Khartoum et qu'il a fallu prendre en charge, notamment à leur arrivée. L'accueil par ces membres aisés installés à Khartoum s'est avéré crucial pour les Darfouriens qui arrivaient d'autant plus démunis dans la capitale que les trajets entre celle-ci et le Darfour sont longs et chers, rendant les allers-retours entre le village et la capitale occasionnels.

Grâce à son fort développement et à la prépondérance des commerçants darfouriens issus des communautés zaghawa au souk Libya, ce marché est devenu un sas d'intégration pour les migrants de cette communauté qui y ont systématiquement trouvé un emploi<sup>30</sup>. Ces migrants ont certainement été une charge pour les commerçants, mais ils ont aussi constitué une aubaine pour eux puisqu'ils ont fourni une main-d'œuvre peu chère et redevable, dans un contexte politique où la discrétion et la confiance étaient les conditions fondamentales de l'exercice d'activités se déroulant souvent en dehors des circuits officiels de l'économie<sup>31</sup>. En outre, les migrants ont pu devenir les représentants des commerçants pour la distribution des produits du marché. Se concentrer uniquement sur ces motivations, aussi plurielles soient-elles, risque d'occulter la manière concrète par laquelle s'articulent générosité des commerçants et intérêts du pouvoir. Or c'est précisément de cette articulation entre une incitation à donner et agir pour le bien de la communauté, la poursuite d'objectifs personnels et une capacité à répondre et à s'approprier des injonctions du pouvoir que sont nés les effets parfois impensés et contradictoires du développement.

Pour apprécier ces effets, revenons aux commerçants du souk Libya qui ont prospéré avec l'arrivée au pouvoir des islamistes, afin de comprendre ce que leurs pratiques concrètes et leurs « trajectoires d'accumulation »<sup>32</sup> nous disent de l'expérience de développement islamiste. À son arrivée à la tête du pays au début des 1990, le mouvement islamique a cherché à saper les bases de l'alliance hégémonique des grands

partis traditionnels. Dans le secteur commercial, cela s'est concrètement traduit par l'intimidation ou l'arrestation des membres de ces partis, mais aussi par la destruction systématique de la bourgeoisie commerçante en place, même si celle-ci n'était pas ouvertement militante. Aux yeux du nouveau régime, sa position dominante dans le champ économique et sa sociologie l'ont rendue suspecte d'être un soutien potentiel des partis traditionnels. Les islamistes ont visé prioritairement les grands commerçants liés à ces partis traditionnels qui s'étaient rétablis dans les affaires durant l'intermède démocratique qui avait suivi la chute du régime de Nimeiry. Ainsi, dans les premières années du régime islamiste, la majeure partie d'entre eux, si elle n'a pas été arrêtée, ou si elle n'a pas tout perdu avec les premières mesures économiques engagées, s'est exilée. En ce sens, les islamistes ont appris de l'expérience socialiste où un processus similaire s'était opéré aux premières heures du régime de Nimeiry durant lesquelles l'ensemble des sociétés étrangères avait été contraint de quitter le pays et la grande bourgeoisie affidée aux partis traditionnels aussi largement combattue (Niblock, 1987). De plus, les petits commerçants soudanais, qui n'avaient pas été visés par la chasse aux sorcières, avaient trouvé là une belle opportunité pour se lancer dans de nouvelles affaires. Un processus assez similaire s'est donc opéré au début des années 1990 avec le départ à l'étranger d'entrepreneurs proches des grands partis traditionnels. Un rapport de la banque mondiale en 2000 a rapporté que pendant l'année 1994, 282,6 personnes pour 100 000 ont été emprisonnées et que pour la seule année 1997, 374 110 Soudanais ont demandé l'asile à l'étranger (*World Development Indicators* (Banque Mondiale), cité par Osman Suleiman, 2007).

Le vide créé par l'éviction de la bourgeoisie traditionnelle n'a pas seulement profité aux hommes d'affaires ouvertement proches du régime. D'autres entrepreneurs moins politisés ont utilisé leur savoir-faire pour eux aussi prospérer dans les espaces libérés. Dans la capitale, ce phénomène a grandement favorisé les activités des commerçants du souk Libya, un marché populaire établi depuis la fin des années 1970 par des migrants darfouriens zaghawa et connecté pendant ses premières années au commerce frontalier avec la Libye (Chevrillon-Guibert, 2016a). Ce marché est alors devenu, au tournant des années 1990, le principal marché d'importation des produits manufacturés comme le textile, l'électro-ménager ou les appareils hi-fi. La composition sociologique des commerçants du souk Libya, exclusivement originaires des régions et non des grandes familles commerçantes de Khartoum, explique qu'ils n'aient pas été inquiétés par la chasse aux sorcières menée à l'arrivée au pouvoir des islamistes. D'autant que l'un d'entre eux, fervent islamiste zaghawa – une communauté très présente dans le marché –, a été choisi pour chapeauter l'ensemble des comités populaires<sup>33</sup> de la localité d'Umbadda où se trouve le souk Libya. Son entremise a permis l'essor du marché. Des investissements publics ont été faits dans les infrastructures (route desservant le marché, construction en dur des magasins, assainissement, etc.) et des facilités ont été accordées aux conseils populaires locaux pour financer les activités des commerçants. Ces conseils ont profité de leur rôle dans la distribution des produits subventionnés par le régime pour favoriser certains commerçants du marché.

Cette politique a été un succès : en quelques années à peine le souk Libya a pris le pas sur les marchés historiques du centre de la ville. Néanmoins, on doit se demander dans quelle mesure les commerçants du souk Libya, qui se sont trouvés favorisés « par défaut » par le nouveau régime pour leur non-politisation, se sont réellement intégrés dans cette nouvelle alliance hégémonique. Répondre à cette question importe pour

notre démonstration dans la mesure où c'est la générosité d'acteurs économiques comme ceux du souk Libya qui s'est trouvée sollicitée par les islamistes. C'est donc eux qui ont mis en œuvre le développement du régime.

Au Darfour, nous avons vu que le refus de l'État régional de recourir à l'aide occidentale et le choix d'encourager des mécanismes locaux d'entraide, ainsi que l'extrême intensité des relations État/société, ont conduit les populations à s'en remettre, pour répondre à leurs besoins, à leurs réseaux familiaux, claniques, villageois, les uns et les autres se recoupant généralement. Cette configuration a également exacerbé la compétition entre les groupes pour accéder à l'État local et à ses maigres ressources. La générosité de cette nouvelle petite bourgeoisie zaghawa du souk Libya a donc principalement pris la forme d'une philanthropie sociale communautaire et les autres incitations à la générosité du régime qui les appelait également à participer au bien public ont été mal accueillies car elles venaient s'ajouter à des obligations sociales déjà jugées colossales<sup>34</sup>. L'ampleur de ces dernières a encore augmenté du fait du désengagement de l'État de certains domaines, par exemple dans l'aide à la couverture des frais de vie des étudiants qui recevaient auparavant de larges subventions de l'État. De nombreux commerçants ont été alors conduits à financer des maisons étudiantes pour des membres de leur famille ou de leur village. Or, cela n'a pas été sans modifier les liens communautaires car, dans des régions comme le Darfour, l'appartenance familiale ou villageoise recoupe largement celle du groupe ethnique. De ce fait, alors que sous les précédents régimes les étudiants avaient l'habitude d'être mélangés à leur arrivée à l'internat public dans la capitale, sous le régime islamiste ils ont commencé à vivre quasi exclusivement avec des personnes de leur communauté ethnique. Ainsi, en se déchargeant sur certains acteurs de la société dont ils avaient favorisé les affaires, les islamistes au pouvoir ont involontairement entretenu des dynamiques de communautarisation alors même que leur projet proclamait que les groupes ethniques allaient disparaître car « Muslims don't know ethnic minorities » (Lowrie, 1993).

La structure des échanges commerciaux au souk Libya a également favorisé ces dynamiques de communautarisation dans la mesure où le souk est un marché de gros à destination des régions<sup>35</sup> et que le renforcement des liens entre les populations restées au Darfour et celles qui l'ont quitté ont nourri les ressorts communautaires des réseaux commerciaux. Bien sûr, ces dynamiques varient avec l'origine des commerçants car, bien que les commerçants non-darfouriens du marché disposent également de réseaux de distribution au Darfour, leur extériorité à la région a fait que les relations tissées dans leurs activités économiques n'ont pas repris les canaux communautaires. Leurs relations professionnelles au Darfour ne reposent pas sur les liens forts de la famille ou du groupe ethnique (Granovetter, 1985). Le développement de leurs affaires à Khartoum et leur succès participent à la construction de trajectoires bien différentes de celles des commerçants darfouriens : plus indépendantes et en phase avec ce que devient l'ancienne bourgeoisie commerçante dans cette expérience islamiste.

La situation des commerçants du souk Libya issus des régions centrales<sup>36</sup>, tout comme celle des migrants issus de ces régions, diffère donc fortement de celles des Darfouriens d'autant que tout au long des années 1990 les conflits se sont multipliés au Darfour, entraînant de nombreux drames humains, alors que le centre du pays a connu une stabilité plus profitable économiquement. Cette meilleure situation économique des régions centrales et la proximité de ces dernières avec la capitale ont déterminé des parcours différents de ceux des personnes originaires du Darfour. L'intégration dans la capitale s'est révélée, et se révèle encore, plus aisée et surtout moins dépendante de

l'aide des membres de la communauté déjà installés à Khartoum. Les personnes issues des régions centrales choisissant de se lancer dans le commerce à Khartoum débutent généralement comme commerçants itinérants et non comme employés d'un grand commerçant de leur communauté<sup>37</sup>. De plus, ceux qui disposent d'un capital de départ pour louer une échoppe n'ont généralement pas de préférence pour choisir le marché où ils s'installent, contrairement aux migrants darfouriens qui, encore aujourd'hui, choisissent systématiquement Omdurman où vivent les membres de leur communauté<sup>38</sup>. Les commerçants originaires des régions centrales installés dans la capitale ont donc été bien moins sollicités par les membres de leur village d'origine que ne l'ont été les commerçants darfouriens et cela continue d'être vrai aujourd'hui alors que la guerre au Darfour se poursuit. L'appel à la générosité du régime a dès lors trouvé chez eux un écho tout différent : ils financent volontiers le développement du marché où ils travaillent, ou celui de la localité où ils habitent à Khartoum, ils s'investissent également personnellement en devenant membres des différents conseils locaux. Les liens qu'ils conservent avec leur région d'origine prennent également d'autres contours que ceux des commerçants darfouriens dans la mesure où les besoins personnels des habitants étant moindres, leur générosité se traduit principalement par une participation au développement de la collectivité et non par des aides personnelles. Il arrive que des commerçants darfouriens participent également au bien public à Khartoum ou dans leur région d'origine, mais cela se produit généralement dans un deuxième temps, une fois satisfaits les besoins de leur entourage, ou s'ils disposent d'un important capital. Ils sont donc moins nombreux que les commerçants des régions centrales à pratiquer l'évergétisme.

Au final, pour un montant de dons similaires, les pratiques charitables varient donc d'un commerçant à l'autre et leurs effets aussi. Certains dons favorisent le maintien de relations communautaires que la vie urbaine aurait eu tendance à affaiblir, mais aussi contre lesquelles les islamistes avaient annoncé vouloir lutter, tandis que d'autres sont la preuve d'une implication dans le développement de la 'cité islamiste'.

La guerre au Darfour, qui a éclaté au grand jour en 2003, a encore renforcé le phénomène. Dès l'été 2004, de nombreuses collectes ont été effectuées au souk Libya pour venir en aide aux populations sinistrées de la région dont beaucoup de commerçants sont originaires<sup>39</sup>. La pérennisation du conflit, qui dure depuis plus de dix ans maintenant, accentue encore la dépendance des populations locales vis-à-vis de leurs compatriotes vivant dans les autres régions du pays ou à l'étranger. À Khartoum, par exemple, tous les Darfouriens essaient d'aider par un moyen ou un autre les membres de leur communauté restés au Darfour, dont la plupart vit aujourd'hui dans des camps de réfugiés<sup>40</sup>. La destruction des villages et la vie dans les camps rendent impossibles des projets de développement similaires à ceux financés par les commerçants des régions centrales dans leurs villages.

Cette différenciation prend également forme au sein même des régions, entre groupes sociaux. Au Darfour, si la prospérité de certains membres des communautés zaghawa a permis une forte redistribution et encouragé la constitution d'importants liens de patronage, ce n'est pas le cas des communautés peu investies dans le commerce, dont les membres ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Sans intermédiaires, ils se tournent alors beaucoup plus directement vers l'État, et ce d'autant plus à partir des années 2000 où arrive la rente pétrolière et que ce dernier dispose alors de ressources conséquentes. Ces attentes différenciées créées par des mécanismes de décharge favorisant une forte asymétrie entre les groupes sociaux permettent notamment

d'éclairer les choix d'engagement dans les milices étatiques, ou au contraire de neutralité, de certains groupes darfouriens au début de la guerre.

D'autres choix du gouvernement, comme la création de toute pièce à Khartoum d'une administration civile (*an-nizam al-ahli*) fondée sur l'appartenance ethnique et qui s'occupe seulement des citoyens originaires des régions de l'Ouest et du Sud, ont également favorisé une telle différenciation. Cette nouvelle administration s'apparente à celle de l'administration traditionnelle des régions (*idarat al-ahlia*), mais ses membres sont nommés par le régime. À l'instar des comités populaires, la nouvelle institution est chargée d'encourager la participation aux rassemblements organisés par le régime mais aussi à la sécurité nationale, les individus étant cette fois-ci sollicités par les canaux de l'ethnicité. Si l'objectif du gouvernement est de mieux contrôler la population de Khartoum, où arrivent sans cesse de nouveaux Darfouriens et Sudistes (avant l'indépendance), cette politique contribue surtout à fixer à Khartoum les individus dans leur appartenance ethnique alors même que la vie urbaine et l'embourgeoisement des populations<sup>41</sup> auraient tendance à l'affaiblir. Au Darfour, la recréation d'une administration traditionnelle a également eu tendance à solidifier l'identité en ethnicisant les ressorts du pouvoir politique local dans une région dévastée. Ce durcissement des frontières de l'identité a en outre été favorisé par de nombreux redécoupages administratifs (Takana, 2008) qui ont eu tendance à créer des zones mono-ethniques dans des territoires auparavant pluri-ethniques, rattachant peu à peu l'autorité des leaders traditionnels à l'appartenance ethnique et non plus au territoire (Abdul-Jalil, 2015, 223-234).

À Khartoum, le régime a aussi créé, pour certaines communautés, des conseils (*shura*) regroupant les élites d'un même groupe ethnique en comptant sur leur patronage pour acquérir les faveurs de leur communauté et permettre, par leur évergétisme, la réalisation de certains projets sans engager l'État financièrement. Dans la conception de Turabi, dont la pensée a largement modelé les politiques mises en œuvre par les islamistes dans la première décennie du régime, ces conseils sont les institutions centrales du nouvel État islamique. Ils constituent l'alternative démocratique islamique à la démocratie occidentale (Moussalli, 1994, plus particulièrement 57-63)<sup>42</sup>. La *shura* (consultation) est censée permettre l'unification (*tawhid*) de tous en assurant l'élaboration d'un consensus permanent au sein du peuple dans le cadre de la loi de Dieu (*sharia*). Mais la création de ces conseils sur une base ethnique où se retrouvent de nombreux grands commerçants a favorisé le patronage car elle a conféré à ses membres une position de pouvoir, le régime s'assurant de son côté leur allégeance personnelle en leur octroyant des faveurs<sup>43</sup>. Ce processus a communautarisé les activités de ces assemblée, notamment les projets de développement qu'elles sont en charge de superviser.

Ainsi, la conjonction de différents facteurs et choix politiques (des mécanismes de « décharge » à la volonté de contrôler les populations, du maintien du Darfour dans un état de sous-développement à la multiplication des conflits déchirant la région) a eu pour conséquence de renforcer les liens entre membres de mêmes communautés ethniques, villageoises et familiales darfouriennes dans certaines régions du territoire, sans que cet objectif ait été activement recherché par les autorités. Ceci a conduit concrètement à rapprocher des trajectoires qui avaient eu tendance à diverger dans les années 1980 au moment des grandes migrations et dans les premières années du régime islamiste. Parallèlement, cela a limité le développement à Khartoum de liens

plus horizontaux entre individus issus des différentes régions du Soudan, partageant des conditions de vie identiques dans des marchés comme le souk Libya, et a recréé une communauté de destin entre les populations restées au Darfour et celles installées dans le reste du pays ou à l'étranger.

Confrontée aux défis de l'exercice du pouvoir, aux nécessaires concessions et négociations du quotidien, la construction d'une nouvelle alliance hégémonique et le développement lié aux pratiques charitables promues par les islamistes prennent donc des contours impensés et différenciés selon les groupes et les territoires. Cette différenciation s'est accentuée entre les commerçants darfouriens et ceux des autres régions du fait de la promotion par les islamistes d'un éthos entrepreneurial particulier, celui de l'entrepreneur moderne et libéral, qui, en se conjuguant aux injonctions à la générosité, a également favorisé un développement asymétrique et inégalitaire.

#### 4. Un éthos entrepreneurial facteur d'exclusion

Durant les premières années du régime, pour bénéficier de l'ouverture permise par la prise de pouvoir des islamistes et de la « faillite organisée » des acteurs de la précédente alliance hégémonique, de nouveaux acteurs économiques n'ont pas hésité à investir les registres de la sociabilité islamiste. Ils l'ont fait notamment par des pratiques évergétiques évoquées précédemment, et nous avons vu qu'au souk Libya, les acteurs issus des régions centrales ont déployé plus d'ardeur à cette tâche que leurs collègues darfouriens employés à soutenir les populations de leur région en faillite. L'embourgeoisement progressif de ces petits acteurs économiques issus des régions centrales témoigne de l'émergence progressive d'un nouveau type d'entrepreneur valorisé par les islamistes.

Avant l'arrivée des pétrodollars au début des années 2000, le lancement du « programme du salut » – consistant en une série de réformes menées sous la houlette du nouveau ministre des finances et de l'économie, Abdelrahim Hamdi, l'un des fondateurs de la Faysal Islamic Bank et ancien banquier à Londres – a transformé en profondeur les règles du jeu économique. Le plan, alors conçu pour une période de dix ans, de 1992 à 2002, prévoyait une série de mesures de libéralisation de l'économie et de privatisation de nombreuses entreprises nationales. Un tel programme n'aurait pas été renié par les économistes du Fond monétaire international (FMI) tant les choix de réduction des dépenses de l'État et de libéralisation ressemblaient à ceux qu'ils ont l'habitude d'élaborer. Le passage d'une économie dirigée à une économie libérale dans le cadre d'une restriction importante des budgets de l'État a eu logiquement pour conséquences le réagencement des positions de tous les acteurs économiques. Tout comme la prise de pouvoir avait donné de nouvelles ressources aux islamistes, réorienté leurs intérêts et modifié leurs alliances, les nouvelles politiques engagées ont contribué à nouveau à les transformer.

Dans le secteur du commerce, ces développements économiques sont allés de pair avec le boom commercial de Dubaï qui a engendré une profonde réorganisation des filières d'approvisionnement, mais aussi des pratiques commerciales. Les importations égyptiennes et libyennes, où les commerçants darfouriens excellaient, ont perdu en compétitivité, et la simplicité des échanges avec Dubaï a fait que, désormais, la capacité à endurer des conditions de travail difficiles, tout comme la maîtrise de plusieurs

circuits commerciaux, n'étaient plus les atouts décisifs de la réussite commerciale. En revanche, d'autres qualités sont devenues plus utiles, comme le fait de disposer d'un visa permanent pour l'Arabie saoudite ou au moins de disposer de contacts là-bas, des atouts dont bénéficient plus fréquemment les personnes originaires des régions centrales du Soudan qui, pour beaucoup, ont une expérience migratoire dans le Golfe<sup>44</sup>. Le profil de l'entrepreneur à succès s'est donc trouvé transformé.

La modernisation des pratiques professionnelles conduite par les islamistes a également induit d'importants changements. Avec les réformes économiques, la législation a désormais imposé de créer des sociétés de commerce pour pouvoir mener des activités d'importation, et plusieurs projets urbains ont eu l'intention de moderniser les manières de faire concrètes des commerçants (aspects extérieurs des magasins, utilisation de nouvelles technologies, etc.). Ces réformes ont aussi eu pour objectif de mieux contrôler le secteur en luttant contre l'opacité des réseaux commerciaux et les pratiques illégales que leur fluidité semble faciliter. Mais cette modernisation et la maîtrise des nouveaux codes de conduite et pratiques commerciales nécessitent un minimum d'instruction. Or, historiquement, l'instruction est un important marqueur de différence entre les vieilles familles commerçantes des marchés centraux de la capitale et les entrepreneurs du souk Libya originaires des régions et de plus basses couches sociales. La fortune que crée le commerce de gros et d'importation a en effet permis de financer la scolarisation des enfants des commerçants des marchés centraux. Leur installation plus précoce dans la capitale ou dans des grandes villes où les institutions scolaires sont plus nombreuses qu'au Darfour, mais également que dans de nombreuses régions centrales, a également favorisé cette meilleure scolarisation. Les nouvelles orientations du régime ont donc permis aux commerçants de l'ancienne bourgeoisie les moins politisés de reprendre le chemin des affaires et ce, d'autant que beaucoup des jeunes entrepreneurs directement favorisés par les islamistes dans les premières années du régime se sont révélés mauvais en affaires. Or, à la fin des années 1990, le mouvement islamiste est prêt à accepter des hommes d'affaires moins marqués idéologiquement mais plus prospères, d'autant que le développement de la rente pétrolière permet d'assurer aux membres du régime et à leurs proches des ressources directes, bien supérieures à celles prélevées auparavant sur les activités commerciales. Le développement des échanges avec le Golfe a également favorisé ce retour car beaucoup des jeunes qui aujourd'hui investissent dans les principaux marchés de la capitale ont passé quelques années dans le Golfe pour se constituer un capital.

Au sein même du souk Libya, les commerçants non-darfouriens disposent, à l'instar des commerçants du souk El Arabi ou d'Omdurman, d'un meilleur niveau d'instruction que leurs homologues darfouriens car, bien qu'ils ne soient pas originaires de la capitale, ils ont généralement reçu une meilleure instruction dans leur région d'origine<sup>45</sup>. La nouvelle configuration mondiale du commerce accentue cet avantage et le succès de ces entrepreneurs. La montée en puissance de la Chine dans les années 1990 comme source d'approvisionnement bon marché suppose un capital important : ce sont les plus grands commerçants non darfouriens qui en disposent. De même, ce sont eux qui maîtrisent les rouages nécessaires au commerce avec la Chine, comme la capacité à voyager dans un nouvel univers bien plus étranger que ne l'étaient les pays arabes du Golfe, de l'Égypte ou de Libye, et la connaissance des nouvelles technologies comme l'internet. La langue arabe n'a plus d'utilité particulière alors que l'anglais devient un atout indispensable que confère une bonne instruction. Le contexte local s'avère

également très défavorable aux commerçants darfouriens : la guerre au Darfour accentue leurs contraintes de redistribution, et la méfiance du régime les soupçonnant de soutenir les groupes armés est elle aussi un frein à leurs activités.

Ainsi au souk Libya, le profil des entrepreneurs qui émerge à la fin des années 1990 se rapproche de celui de l'ancienne bourgeoisie des souks centraux : instruits, issus des régions centrales, plus individualistes aussi. Chez eux, les liens communautaires se sont distendus et les aspirations se font plus individualistes. Les projets d'avenir concernent avant tout l'individu et sa famille réduite (femme, enfants)<sup>46</sup> et s'insèrent dans la communauté nationale. Ces commerçants, on l'a vu, réinvestissent régulièrement une part de leurs bénéfices dans le domaine politique ou, tout au moins, dans la sphère publique. Ils sont actifs dans les organisations administratives qui gèrent les activités de leur marché puis, avec l'âge et la renommée, leur stature devient locale (à l'échelle de la municipalité) puis nationale (à l'échelle de l'État de Khartoum ou, éventuellement, dans leur région d'origine) selon un schéma assez classique d'annexion et de clientélisme. Les résultats des élections générales de 2010<sup>47</sup>, très favorables au régime, témoignent du succès de ce schéma de développement pour les régions centrales qui voient la quasi-disparition des grands partis traditionnels au profit du parti au pouvoir, le Parti du Congrès National.

Parallèlement, l'économie pétrolière a donné au régime de nouveaux moyens pour concrétiser ses ambitions modernisatrices en lui permettant d'investir dans des infrastructures techniques et modernes. Ce sont les régions centrales qui, là encore, ont bénéficié de nombreux projets durant la « décennie pétrolière » : entre 2001 et 2009, plusieurs grands barrages ont été construits dans le Nord ainsi que 2 800 kilomètres de routes goudronnées qui s'étendent de la capitale vers le Nord, l'Est et l'Entre-deux-Nil, contre à peine 300 kilomètres au Darfour dont la superficie représente pourtant un cinquième du Soudan avant la séparation du Sud. Ces nouvelles infrastructures favorisent le développement économique de ces régions, qui plus est en paix, et donc la progression du niveau de vie de leurs populations. Logiquement les commerçants issus de ces régions bénéficient de cette embellie économique tandis qu'au Darfour le peu d'infrastructures et surtout la guerre handicapent grandement le commerce et entraînent l'appauvrissement des populations désormais réfugiées dans des camps.

Les dynamiques de différenciation et surtout les processus de communautarisation chez certains et d'individualisation chez d'autres ont empêché que se dessine une communauté de destin chez les commerçants du souk Libya. Les politiques mises en œuvre ont réactivé les passés différenciés de chacun avant leur arrivée dans le marché ; de même, le maintien ou au contraire l'abandon par les commerçants des liens existant avec les membres de leurs communautés restés en région, apparaissent comme des facteurs de séparation plus que de rapprochement. C'est également ces trajectoires historiquement construites qui façonnent les projets d'avenir des uns et des autres ainsi que leurs rapports au monde, et, notamment, à la communauté nationale. Alors que les commerçants issus des régions centrales ont tendance à perdre leur identité territoriale d'origine, celle-ci reste marquée et organise nettement une vie sociale spécifique pour les commerçants darfouriens.

Cependant, certaines caractéristiques qui se dessinent chez de nombreux commerçants darfouriens, et en particulier zaghawa, ne sont pas opposées à celles de la nouvelle élite bourgeoise islamiste. Eux aussi ont modernisé leurs pratiques professionnelles et apprécient les bénéfices d'une certaine modernité matérielle, mais ils se distinguent



très nettement de cette élite bourgeoise par l'importance qu'ils accordent, dans leurs relations sociales, aux liens forts, souvent familiaux. Leur existence constitue, pour beaucoup, la condition *sine qua non* de leur réussite économique, ainsi que leur rapport au territoire et à l'État et donc au développement. Alors que le premier groupe aspire à une intégration et à une reconnaissance dans la communauté nationale, le cadre de référence de ces commerçants darfouriens, généralement beaucoup plus mobiles (Chevrillon-Guibert, 2016a), s'avère largement déconnecté du territoire national. Ce sont avant tout leurs expériences personnelles et leur territoire d'origine tel qu'ils l'imaginent à travers la mémoire collective de leur communauté ethnique qui dessinent les contours de leur propre « carte mentale » (Migdal, 2004, 9-10).

Les nouveaux choix économiques du régime pourraient modifier de nouveau la donne : il s'agit aujourd'hui pour lui de pallier la perte de l'économie pétrolière, concomitante de la séparation du Sud en 2011, en encourageant les investissements dans les secteurs agricole et minier. Il est vrai que les nouvelles politiques de développement économique reprennent largement le cadre des anciennes en encourageant la modernisation de ces secteurs (par la promotion de l'industrialisation dans le secteur minier et la rationalisation des filières commerciales de l'élevage), ce qui encourage une fois de plus un certain type d'entrepreneurs. De même, la concentration des procédures administratives et des activités commerciales à Khartoum pour le secteur minier (Chevrillon-Guibert 2016b), et dans certains espaces précis tous situés dans les régions centrales pour le secteur de l'élevage<sup>48</sup>, renforce un développement très inégalitaire en faveur de la capitale et de certaines régions. Cependant, le fait que ces deux secteurs dépendent largement d'activités menées dans les régions, dont certaines sont périphériques, peut éventuellement atténuer cette dynamique inégalitaire à l'origine d'un développement très asymétrique du territoire. Qu'il s'agisse d'exploitation minière ou agricole, le déroulement des activités, tout comme les conflits qu'elles suscitent au niveau local, favorisent le redéploiement de stratégies territoriales régionales pour les investisseurs qui, eux, restent généralement installés à Khartoum<sup>49</sup>. L'asymétrie, que les nouvelles politiques perpétuent, provoque donc parallèlement une redéfinition des rapports aux territoires régionaux sans pour autant que la structure profondément inégalitaire de l'expérience de développement islamiste ne soit explicitement remise en cause par les nouveaux projets de développement envisagés par le pouvoir.

## 5. Conclusion

L'expérience de développement construite par les islamistes durant les premières décennies de leur pouvoir ne s'inscrit pas dans un schéma prédéterminé et explicite que leurs opposants politiques auraient pu contester avant sa mise en œuvre. La spécificité de leur expérience ne tient pas non plus au type de développement néolibéral qu'ils développent car cette inspiration semble aujourd'hui largement partagée par l'ensemble de la classe politique. Initialement, les outils du développement comptent bien plus que ses résultats. Ainsi, en matière de développement, les islamistes encouragent en premier lieu les pratiques qu'ils jugent « islamiquement » bonnes car ce sont elles qui sont légitimes à leurs yeux. La forme que prend ce développement, et ses résultats concrets, parfois contradictoires avec le projet politique du mouvement

islamique, arrivent au second plan ; ils comptent pour l'agenda politique du pouvoir mais ne s'inscrivent pas dans le projet de civilisation engagé.

Les pratiques de charité ont naturellement fait partie du répertoire islamique valorisé par le projet islamiste et, logiquement, ce sont les acteurs économiques qui ont principalement été sollicités. Comme aucun schéma spécifique de développement ne leur avait été fourni, ces acteurs ont déployé leur charité de façons diverses, en fonction des contextes locaux et humains dans lesquels ils vivaient, mais aussi en fonction des conceptions particulières qu'ils se faisaient de leur rôle dans les cercles auxquels ils appartiennent (famille, communauté ethnique, locale, nationale). Cette participation au développement, parfois forcée, a impliqué de nombreuses variations, non seulement dans les formes prises par le développement et son ampleur (qui dépend des capacités des donateurs), mais aussi dans les espaces concernés (régions, capitales, zones urbaines, rurales) et les groupes qui en ont bénéficié et en bénéficient encore. De telles variations ont produit nécessairement des résultats extrêmement disparates et souvent conflictuels puisque, *in fine*, certains bénéficiaires initialement visés par le pouvoir ont été exclus et que les inégalités territoriales héritées des précédentes expériences ont été maintenues, voire accentuées. Le même processus perdure aujourd'hui, pourtant la légitimité de ce développement n'est pas réellement discutée puisqu'il s'appuie sur des pratiques jugées légitimes. L'économie pétrolière des années 2000 a cependant modifié la donne en réorganisant profondément les relations de pouvoir entre État et société : durant cette période, le régime n'a pas seulement revendiqué une légitimité religieuse, celle de la révolution islamique, mais aussi et surtout une légitimité modernisatrice, celle de l'État développeur (Jones et Soares, 2013). Dans ce dernier modèle, les dirigeants justifient leur position de pouvoir par leur capacité à transformer l'économie et par les bienfaits matériels qui en découlent. Cette transformation favorise les conflits autour du développement car elle place les résultats, et non plus les outils, au cœur des débats sur sa légitimité. Les inégalités criantes nourrissent de profondes frustrations et un sentiment d'injustice chez les exclus du développement d'autant que cette manne pétrolière aurait pu permettre de rééquilibrer de façon volontariste ces inégalités. Le régime a cependant préféré consolider son assise auprès des populations de la capitale et des régions centrales et laisser de côté les inégalités au cœur des conflits déchirant aujourd'hui le pays, comme cela avait aussi été le cas pour le Sud. Ainsi, loin de poursuivre une trajectoire originale, l'État islamiste semble au contraire poursuivre celle d'une « formation asymétrique »<sup>50</sup> dans la continuité de sa trajectoire historique productrice d'injustices et source de conflits.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Abdalla, Muna A. (2008) *Poverty and Inequality in Urban Sudan: Policies, Institutions and Governance*, African Studies Collection, 13 (Leiden: African Studies Center), <http://hdl.handle.net/1887/13106> (consulté le 22 juin 2016).

- Abdul-Jalil, Musa A. (2015) 'From native administration to native system: the reproduction of a colonial model of governance in post-independence Sudan', in A. M. Assal et M. A. Abdul-Jalil (eds.) *Past, Present, and Future. Fifty Years of Anthropology in Sudan* (Bergen: Chr. Michelsen Institute).
- Abdul-Jalil, Musa A. (2014) *Retribalisation of the Educated Elite in Darfur and the Phenomenon of Tribal Shura Councils; with a Special Reference to the Fur Shura Council*, CMI Sudan Working Paper SWP, 5, 22 p., <http://www.cmi.no/publications/5316-retribalisation-of-the-educated-elite-in-darfur> (consulté le 20 juin 2016).
- Adam Yagoub Haroun (2003) *The traits of the life of a religious, Adam Yagoub Haroun* (Khartoum: private publishing house, in Arabic).
- Ahmed, E. (2007) 'Political Islam in Sudan. Islamists and the Challenge of Power (1989-2004)', in B. F. Soares et R. Otayek (eds.) *Islam and Muslim Politics in Africa* (New York: Palgrave Macmillan).
- Al-Turabi, Hassan (1987a), *Qadaya al-huriyya wa al-wahda wa al-shura wa al-dimucratiyya* [Issues of Freedom, Unity, Shura and Democracy] (Jeddah: Al-Dar al-Su'udiya li al-Nashr waal-Tawzi').
- Al-Turabi, Hassan (1987b), *Tajdid al-fikr al-islami* [The Renewal of Islamic Thought] (Jeddah: Al-Dar al-Su'udiya li al-Nashr waal-Tawzi').
- Andreau, J., A. Schnapp et P. Schmitt (1978) 'Paul Veyne et l'évergétisme (note critique)', *Annales*, 33(2), pp. 307-325.
- Baillard I. et P. Haenni (1997) 'Libéralité prétorienne et État minimum au Soudan', *Égypte/Monde arabe*, 32, pp. 71-96, <http://ema.revues.org/1671> (accessed on 22 June 2016).
- Beckedorf, A.-S. (2012) *Political waters. Governmental water management and neoliberal reforms in Khartoum/Sudan* (Berlin: Lit Verlag).
- Bellion-Jourdan, J. (2006) 'Les ONG islamiques sont-elles vraiment humanitaires ? Réflexions sur une vraie fausse question', *Vacarme*, 34, <http://www.vacarme.org/article558.html> (consulté le 18 décembre 2015).
- Bellion-Jourdan, J. (2004) 'Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques', in S. Ben Néfissa et al. (eds.), *ONG et gouvernance dans le Monde arabe* (Paris : Khartala and CEDEJ), pp. 113-142.
- Bellion-Jourdan, J. (1997) 'L'humanitaire et l'islamisme soudanais - Les organisations Da'wa Islamiya et Islamic African Relief Agency', *Politique Africaine*, 66, pp. 61-73, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/066061.pdf> (consulté le 20 juin 2016).
- Ben Néfissa, S., N. Abdelfattah, C. Hanafi et S. Milani, (eds.) (2005) *NGOs and governance in the Arab world* (Le Caire: American University in Cairo Press).
- Bernal, V. (1997) 'Colonial Moral Economy and the Discipline of Development: The Gezira Scheme and Modern Sudan', *Cultural Anthropology*, 12(4), pp. 1-33, DOI: 10.1525/can.1997.12.4.447.
- Bono, I., B. Hibou, H. Meddeb et M. Tozy (2015) *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie* (Paris: Karthala).
- Brachet, J. et V. Bonnacase (2013) 'Les « crises sahéliennes » entre perceptions locales et gestions internationales', *Politique africaine*, 130(2), pp. 5-22, DOI : 10.3917/polaf.130.0005.
- Brown, P. (2002) *Poverty and Leadership in the Later Roman Empire* (Hanovre: University Press of New England).

- Brown, R. (1990) *The IMF and Paris Club Debt Rescheduling: A Conflicting Role?* ISS Working Paper, 30 (La Hague: Institute of Social Studies).
- Brown, R. (1989) 'The Rationale and Effects of the IMF Stabilisation Programme in Sudan', in B. Campbell (ed.), *Political Dimensions of Third World Debt* (Londres: Macmillan), pp. 51-91.
- Casciarri, B., A.M. Assal et F. Ireton (eds.) (2015) *Multidimensional Change in Sudan 1989-2011. Reshaping livelihoods, conflicts and identities* (Oxford, New York: Berghahn).
- Chevriillon-Guibert, R. (2017) 'Importing goods to Khartoum: traders between Sudan, China and Dubai', in U. Rösenthaller et A. Jedlowski (eds.) *Mobility Between Africa, Asia and Latin America: Economic Networks and Cultural Interactions* (Londres: Zed Books).
- Chevriillon-Guibert, R. (2016a) 'Les commerçants zaghawa du Darfour (Soudan) : des passeurs de frontières', *Territoire en Mouvement*, 29, <http://tem.revues.org/3303> (consulté le 20 juin 2016).
- Chevriillon-Guibert, R. (2016b) 'Le Boom de l'or au Soudan', *International Development Policy-Revue internationale de politique de développement*, 7,2, DOI : 10.4000/poldev.2231.
- Chevriillon-Guibert, R. (2013a) *Des commerçants au cœur de l'expérience islamiste au Soudan. Rapports de/au pouvoir et recompositions des communautés darfouriennes zaghawa à l'aune des alliances du mouvement islamique soudanais (1950-2011)*, PhD thesis, (Clermont-Ferrand: Université d'Auvergne), [http://www.fasopo.org/sites/default/files/jr/th\\_chevriillon-guibert.pdf](http://www.fasopo.org/sites/default/files/jr/th_chevriillon-guibert.pdf) (consulté le 20 décembre 2016).
- Chevriillon-Guibert, R. (2013b) 'La Guerre au Darfour au prisme des alliances du mouvement islamique. Retour sur quelques trajectoires d'hommes d'affaires zaghawa', *Politique africaine*, 130(2), pp. 113-136, DOI : 10.3917/polaf.130.0113.
- de Waal, A. (2007) 'Sudan: What kind of state? What kind of crisis?', *CSRC Occasional Paper*, 2, LSE, April, <http://www2.lse.ac.uk/internationalDevelopment/research/crisisStates/download/op/op2DeWaal.pdf> (consulté le 20 juin 2016).
- de Waal, A. (2005 [1989]) *Famine that Kills. Darfur, Sudan* (Oxford: Oxford University Press, Oxford).
- Dobry, M. (2013) 'Légitimité et calcul rationnel. Remarques sur quelques complications de la sociologie de Max Weber', in P. Favre, J. E. S. Hayward et Y. Shemeil, *Être gouverné: études en l'honneur de Jean Leca* (Paris: Presses de la FNSP), pp. 127-150.
- El-Affendi, Abdelwahab (1990) "'Discovering the South": Sudanese Dilemmas for Islam in Africa', *African Affairs*, 89(356), pp. 371-389, <http://www.jstor.org/stable/722373>.
- El-Battahani, Atta (2016a) 'Civil-Military Relations in Sudan: Negotiating Political Transition in a Turbulent Economy' in E. Grawert et Zeinab Abul-Magd (eds.), *Businessmen in Arms. How the Military and Other Armed Groups Profit in the MENA Region* (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers).
- El-Battahani, Atta (2016b) *The Sudan Armed Forces and Prospects of Change*, CMI Insight vol. 4, (Bergen: Chr. Michelsen).
- Gallab, Abdullahi A. (2016) *Their Second Republic: Islamism in the Sudan from Disintegration to Oblivion* (New York: Routledge).
- Geschiere P. et P. Konings (1993) *Itinéraires d'accumulation au Cameroun* (Paris: Karthala).
- Gertel, J., R. Rottenburg et S. Calkins (eds.) (2014) *Disrupting Territories. Land, commodification and conflict in rural Sudan* (Londres : James Currey).

- Granovetter, M. (1985) 'Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness', *American Journal of Sociology*, 91(3), <http://www.jstor.org/stable/2780199>.
- Harir, Sharif et T. Vedt, (eds.) (1994) *Short-Cut to Decay* (Uppsala: Nordiska Afrikainstitutet).
- Hibou, B. (2011) *Anatomie politique de la domination* (Paris: La Découverte). English translation forthcoming (2017), *The Political Anatomy of Domination* (Londres : Palgrave).
- Hibou, B. (1999) 'La décharge, nouvel interventionnisme?', *Politique africaine*, 73(1), pp. 6-15, DOI: 10.3917/polaf.073.0006.
- Ibrahim, A. (1999) 'A Theology of Modernity: Hassan al-Turabi and Islamic Renewal in Sudan', *Africa Today*, 46(3/4), pp. 195-222, DOI: 10.1353/at.2003.0094.
- Ibrahim, F. et H. Ruppert (eds.) (1988) *Rural urban migration and identity change. Case studies from the Sudan*, Bayreuther geowissenschaftliche Arbeiten, 11 (Bayreuth: Druckhaus Bayreuth).
- Jones, J., B. Soares et H. Verhoeven (2013) *Africa's illiberal state-builders*, RSC Working Paper Series 89 (Oxford: University of Oxford), <https://www.rsc.ox.ac.uk/files/publications/working-paper-series/wp89-africas-illiberal-state-builders-2013.pdf> (consulté le 23 juin 2016).
- Lowrie, A. (1993) *Islam, Democracy, the State and the West: A Round table with Dr. Hasan Turabi*, World and Islam Studies Enterprise (Florida: Tampa), pp. 35-36.
- Marchal, R. et Einas Ahmed (2010) 'The Multiple Uses of Neoliberalism: War, New Boundaries, and Reorganization of the Government in Sudan', in F. Gutiérrez et G. Schönwälder (eds.), *Economic Liberalization and Political Violence: utopia or dystopia?* (New York: Pluto Press).
- Marchal, R. (1999) 'Des contresens possibles à la globalisation. Privatisation de l'État et bienfaisance au Soudan et au Somaliland', *Politique africaine*, 73(1), pp. 68-81, DOI: 10.3917/polaf.073.0068.
- Migdal, J. S. (2004) *Boundaries and Belonging. State and Societies in the Struggle to Shape Identities and Local Practices* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Miller, C. (1993) 'Famine, conflits et aide internationale au Darfour, 1990-1992', *Égypte/Monde arabe*, first series 15-16, <http://ema.revues.org/1017> (consulté le 24 août 2015).
- Mohamed Salih, M. A. (2005) *Understanding the Conflict in Darfur*, Occasional Paper from the Centre of African Studies (Copenhagen: University of Copenhagen), 29 p. <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.474.3260&rep=rep1&type=pdf> (consulté le 22 juin 2016).
- Moussalli, A. S. (1994) 'Hasan al-Turabi's Islamist Discourse on Democracy and Shura', *Middle Eastern Studies*, 30(1), pp. 52-63, DOI: 10.1080/00263209408700982.
- Mussabal, Y. M. A. (2008) 'Export Promotion Policies in the Sudan for the period (1990-2005)', Master Thesis, University of Khartoum (mineo).
- Niblock, T. (1987) *Class and Power in Sudan - the dynamics of Sudanese Politics 1898-1985* (New York: State University of New York Press).
- Patey, L. (2014) *The New Kings of Crude: China, India, and the Global Struggle for Oil in Sudan and South Sudan* (London: Hurst).
- Roden, D. (1974) 'Regional Inequality and Rebellion in the Sudan', *Geographical Review*, 64(4), pp. 498-516.
- Roy, O. (1992) *The Failure of Political Islam*, trans. Carol Volk (Harvard, MA: Harvard University Press).

- Singer, A. (ed.) (2008) *Charity in Islamic Society* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Sørnbø, G. et A. G. M. Ahmed (eds.) (2013) *Sudan Divided. Continuing Conflict in a Contested State* (New York: Palgrave Macmillan).
- Suleiman, Osman (2007) *Current Privatization Policy in Sudan*, Policy Brief 52 (Michigan: The William Institute, University of Michigan).
- Takana, Youssef (2008) *The Politics of Local Boundaries and Conflict in Sudan. The South Darfur Case*, Sudan Working Paper 2008/2 (Bergen: Chr. Michelsen Institute).
- Tenret, E. (2016) 'Exclusive Universities: Use and Misuse of Affirmative Action in Sudanese Higher Education', *Comparative Education Review*, 60(2), pp. 375-402, DOI: 10.1086/685687.
- Tozy M. et B. Hibou (2015) 'L'offre islamiste de justice sociale. Politique publique ou question morale ?', in B. Hibou, I. Bono, M. Tozy et H. Meddeb (eds) *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie* (Paris: Karthala).
- Verhoeven, H. (2015) *Water, Civilisation and Power in Sudan. The Political Economy of Military-Islamist State-Building* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Verhoeven, H. (2011) 'Climate change, conflict and development in Sudan: global neo-Malthusian narratives and local power struggles', *Development and Change*, 42(3), pp. 679-707, DOI: 10.1111/j.1467-7660.2011.01707.x.
- Veyne, P. (1976) *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique* (Paris: Le Seuil).
- Warburg, G. (2003) *Islam, Sectarianism and Politics in Sudan since the Mahdiyya* (Londres: Hurst).
- Weber, M. (1978) *Economy and Society. An Outline of Interpretive Sociology*, (Berkeley: University of California Press).
- Woodward, P. (2013) 'Hasan Al-Turabi', in J. L. Esposito and E. El-Din Shahin (eds.) *The Oxford Handbook of Islam and Politics* (Oxford: Oxford University Press).

## NOTES

1. Dans cette contribution, nous n'entrons pas dans le détail de l'appareil d'État soudanais et si, bien évidemment, nous reconnaissons que non seulement le régime est loin d'être monolithique, mais qu'il a également beaucoup évolué depuis sa prise de pouvoir, nous n'en discutons pas dans ce travail. Nous utilisons alors les expressions « régime islamiste » ou « islamistes » pour qualifier le régime qui a pris le pouvoir à Khartoum en 1989 et dont la colonne vertébrale est constituée par le mouvement islamique, c'est-à-dire le mouvement des Frères musulmans au Soudan, qui est devenu, sous la houlette de Hassan al-Turabi, le Front de la Charte islamique, puis le Front national islamique et, aujourd'hui, le Parti du Congrès National. L'expression générique « mouvement islamique » est celle retenue par Hassan al-Turabi, elle se veut plus large que le seul parti politique et englobe donc, non seulement la partie institutionnalisée dans le jeu politique du mouvement, mais également les organisations satellites. L'expression a été reprise par Ali Osman Taha pour désigner la branche qui n'a pas suivi Turabi, lequel a été évincé à la suite d'un schisme interne au mouvement à la fin des années 1990 et a alors créé le Parti du Congrès Populaire (PCP selon l'acronyme anglais); relativement actif dans l'opposition au régime, le PCP et son leader ont fini par renouer des liens officieux intimes avec le pouvoir pendant la période des « printemps arabes », du fait notamment de l'aura internationale de Hassan al-Turabi, mais également de l'exacerbation des rivalités internes au sein du mouvement islamique autour de la succession de Omar el-Béchar. Un autre trait marquant de la seconde république (qui

a commencé après que le Sud ait pris son indépendance) tient aux importants débats et confrontations auxquels elle a donné lieu entre les différents groupes politiques religieux au sujet des questions relatives à la législation islamique (quelle *sharia* doit-on appliquer ?).

2. Mis à part certains travaux comme ceux de R. Brown qui analysent avec finesse l'attitude des bailleurs internationaux face à la crise de l'économie soudanaise des années 1980, notamment Brown (1989 et 1990).

3. Voir aussi les travaux menés par le Feinstein International Center de Tufts University, <http://fic.tufts.edu/research-item/sudan-environment-and-livelihoods/> (consultés le 29 avril 2016).

4. à la notable exception de J. Gertel et al., (2014).

5. L'indépendance du Sud Soudan, qui marque le début de la seconde république, a profondément bouleversé le régime et son économie en entraînant notamment la perte de l'essentiel de la rente pétrolière qui nourrissait depuis quelques années les projets de développement du régime. De nombreuses cartes ont alors été rebattues.

6. Entendu dans le sens que lui donne Paul Veyne, c'est-à-dire l'investissement financier d'un particulier en faveur du bien public, le geste d'« un homme qui aide la collectivité de sa bourse, un mécène de la vie publique » (Veyne, 1976, 22) ; sur la notion et ses critiques voir Andreau et al. (1978).

7. Une partie de ces entretiens et observations ont été menés dans le cadre de notre recherche doctorale menée entre 2005 et 2013 et pour laquelle nous avons analysé l'expérience islamiste à partir de l'évolution des communautés darfouriennes zaghawa (Chevrillon-Guibert, 2013a).

8. Divers entretiens, Khartoum, 2004-2012.

9. La région a connu depuis la fin des années 1970 de violents conflits locaux. Une paix précaire a été signée entre les principaux groupes impliqués à la fin des années 1980 mais la situation du Nord Darfour est restée instable. Harir et Vedt (1994) et entretien avec Youssif Bakhit, secrétaire du gouverneur du Darfour entre 1981 et 1985 puis gouverneur lui-même entre 1986 et 1988, Khartoum, avril 2016.

10. Quelques années plus tard, l'IARA est devenue autonome et les activités humanitaires de la Da'wa Islamiya ont alors été gérées par les fondations Santé et Urgence et par la Société africaine de bienfaisance aux mères et aux enfants (Bellion-Jourdan, 2004).

11. Au Sud, ces associations privilégiaient volontiers les populations musulmanes et proposaient aux autres communautés des alternatives islamiques (El-Affendi, 1990).

12. Entretiens, Khartoum, 2011.

13. Notons cependant que la guerre au Darfour a révélé que cette priorité n'était pas partagée par tous et la plupart des membres des régions périphériques espéraient vraisemblablement un engagement beaucoup plus actif de l'État islamiste pour transformer les dynamiques inégalitaires du développement du pays.

14. La création d'un Ministère de la planification aux larges prérogatives ainsi que les interventions tous azimuts dans la société soudanaise illustrent cette stratégie sociale précise des islamistes visant à renouveler la société soudanaise à partir de ses individus.

15. Sur ce rôle d'intégration sociale des donateurs des pratiques de charité, voir l'analyse, dans un tout autre contexte, de Peter Brown (2002) sur la fin de l'Empire romain ; voir également Ben Néfissa et al. (2005).

16. Les revirements dans les politiques économiques menées par le nouveau régime témoignent également des batailles internes au sein du régime entre les tenants d'une approche libérale et ceux favorables à une ligne plus étatiste. Les derniers ont perdu la première bataille avec la nomination en 1990 d'Abdel Rahim Hamdi qui sera pendant les deux décennies suivantes l'architecte des politiques économiques du pays.

17. Cette taxe a été instaurée sous l'impulsion des islamistes en 1984 mais elle n'a alors qu'un caractère volontaire et n'est censée être perçue qu'auprès des riches musulmans pour un montant qui correspond généralement à 2,5 pour cent des revenus annuels.

18. Sur cet aspect, voir la contribution de Tozy et Hibou (2015) et de Singer (2008).
19. Entretiens avec d'anciens membres du mouvement, Khartoum, 2015.
20. Entretiens, Khartoum, 2004-2012 ; voir aussi l'épisode d'une tournée gouvernementale opérée dans les marchés de la capitale raconté par Isabelle Baillard et Patrick Haenni (1997).
21. Nous analysons son parcours dans l'article Chevrillon-Guibert (2013b).
22. On retrouve la liste de ses libéralités dans sa biographie officielle éditée par sa famille à sa mort (Adam Yagoub Haroun, 2003) ; entretiens avec un des fils d'Adam Yagoub Haroun, Khartoum, 2008, 2011 et 2015.
23. La distinction est formulée par Baillard et Haenni (1997, 1).
24. Depuis l'Indépendance, Khartoum a crû à un rythme bien supérieur à celui des autres villes soudanaises du fait de la centralisation du jeu politique soudanais et de l'inégale redistribution des ressources. En effet, en 1990, l'agglomération concentrait 73 pour cent de l'industrie nationale, 85 pour cent des entreprises commerciales du pays et 80 pour cent des services bancaires, mais également 85 pour cent des prêts bancaires destinés à l'industrie ou 71 pour cent de ceux destinés à l'immobilier, 70 pour cent des contribuables et 80 pour cent des contributions. La décentralisation engagée par les islamistes n'a pas amélioré le décalage grandissant entre l'économie du Grand Khartoum et celle des autres régions, pas plus d'ailleurs que l'économie pétrolière qui s'est développée au début des années 2000, même si elle a représenté jusqu'à 7 pour cent du PIB et près de 60 pour cent des ressources du gouvernement national en 2008. En effet, bien que les gisements soient situés dans les régions, l'essentiel des retombées économiques s'est concentré dans la capitale et n'a généré qu'un très faible profit pour les régions d'exploitation. La relance de l'économie engagée depuis 2012 pourrait légèrement faire évoluer cette répartition en associant à ce développement inégal les régions du Nord, de l'Est et de l'Entre-deux Nil où se trouvent les projets agricoles et miniers nouvellement encouragés.
25. Si l'ensemble des très grands hommes d'affaires darfouriens que nous avons rencontrés, ou leur entourage (Adam Yagoub, Adam Daossa, Siddiq Wada pour citer les plus connus), ont fondé des associations caritatives visant à promouvoir le développement du Darfour et de leur région d'origine en particulier, c'est le cas également de nombre de commerçants de plus petite envergure qui se sont associés entre collègues originaires du même village ou de la même communauté pour fonder une association caritative visant au développement de leur village ou à aider les membres de leur communautés. Entretiens, Khartoum, 2008 et 2011.
26. Lettre disponible en annexe de notre thèse de doctorat (Chevrillon-Guibert, 2013a)
27. 1000 SDP (Sudanese first pound) = 100 SDD (Sudanese Dinar) = 1 SDG (Sudanese second and third pound). L'historique des taux de change peut être trouvé sur le site de la banque centrale soudanaise (jusqu'à 1998) et sinon dans Mussabal (2008).
28. Leur efficacité a été démontrée lors de l'attaque du Justice and Equality Movement sur la capitale en mai 2008. Ce sont les PDF et les forces de sécurité nationale (et non les troupes régulières) qui ont défendu la ville. Aujourd'hui encore, les menaces d'attaque sur Khartoum par le front de l'opposition armée conduit le gouvernement à déployer régulièrement des PDF (aujourd'hui renforcées par les forces de support rapides issues des anciennes milices janjawid) dans tous les quartiers et les lieux stratégiques de la ville. (Observations 2013, 2014 et 2015, 2016). Cela a été vrai également lors des grandes manifestations de juin 2012 et septembre 2013. Ces forces ont mené les combats dans lesquels la loyauté de l'armée pouvait être douteuse.
29. Inspiré de Hibou (2011). L'auteure développe sa perspective à partir de Weber (1921), lu par Dobry (2013).
30. Entretiens avec des commerçants arrivés dans les années 1970, 1980 et 1990 à Khartoum, 2004-2011.
31. Il faut garder à l'esprit le fait que la stratégie des islamistes pour atteindre le pouvoir a été d'investir le champ économique officiel via la finance islamique, mais aussi « informel » via les réseaux de change et de renvois d'argent. À leur arrivée au pouvoir, ils ont mis en œuvre une



véritable chasse aux sorcières dans cette économie parallèle pour s'assurer que la porte d'accès au pouvoir ne serait pas rouverte par d'autres.

32. Nous entendons cette notion selon le sens que lui donnent Geschiere et Konings (1993). Elle permet pour les auteurs d'appréhender les variations historiques dans les modes d'accumulation possibles qui font qu'au sein d'un même pays, il existe des modes d'accumulation divers qui vont informer les relations entre l'État camerounais et les différentes régions du pays.

33. Les conseils populaires (Lijan Shaabia) sont une institution centrale du régime islamiste. Ils sont l'ultime échelon du système fédéral mis en place par les islamistes à leur arrivée au pouvoir. Établis sur le modèle de comités populaires socialistes du régime de Nimeiry, ils jouent principalement un rôle de relais entre la population et les niveaux institutionnels supérieurs.

34. Entretiens, Khartoum, 2008.

35. Avant la guerre, plus des deux tiers des produits vendus dans le souk l'étaient pour les marchés du Darfour.

36. Nous entendons par centrales les régions de Khartoum, du Nord, de l'Est ainsi que celles situées entre les deux Nil.

37. Divers entretiens dans les marchés d'Omdurman, el Arabi, du souk Shaabi d'Omdurman et de Khartoum en novembre 2008.

38. La ville d'Omdurman, qui fut celle du Mahdi, conserve une place centrale dans l'imaginaire de tous les darfouriens. Entretiens, Khartoum, 2004-2012.

39. Observations, souk Libya, Khartoum, 2004 et 2006 ; Entretiens, 2008-2014.

40. Entretiens, Khartoum, France, Juba, 2006-2013.

41. Contrairement à celles du Darfour, les populations de Khartoum ont vu leur niveau de vie s'élever durant les années 1990, ce qui a favorisé certaines pratiques de consommation et une certaine individualisation de la réussite.

42. Pour ce passage, il se réfère à Hassan Al-Turabi (1987a, 25-26 et 1987b, 79-80) .

43. Sur l'instrumentalisation des élites périphériques et la négociation de leur allégeance contre une rémunération et/ou des positions d'accumulation, voir l'analyse de de Waal (2007). Pour des exemples de *shura*, Abdul-Jalil (2014) et Chevillon-Guibert (2013a, 552 et suivantes).

44. Sur les élites issues de l'expérience islamiste, Chevillon-Guibert (2017).

45. Ces constats ont été faits par plusieurs entrepreneurs darfouriens qui sont allés à l'université et ont noté le décalage entre le niveau d'instruction des commerçants darfouriens au souk et celui de commerçants venus d'autres régions (Entretiens Khartoum 2014). Le Darfour a toujours été la région où se trouve le plus faible niveau d'éducation avec cependant de grandes différences selon les territoires et les populations.(cf. notamment le rapport « Literacy and Education » élaboré par le bureau central de la statistique de Khartoum disponible sur son site (<http://www.cbs.gov.sd/>) à la rubrique « publications »)..

46. Entretiens, Khartoum, juin 2015.

47. Les élections de 2015, largement boycottées par l'opposition, n'ont présenté aucun enjeu politique réel contrairement à celles de 2010 qui, certes, ont été largement manipulées, mais ont constitué le premier test du pouvoir après la séparation du Sud mais également après la scission interne aux islamistes intervenue à la fin des années 1990, au cours de laquelle le leader du mouvement, Hassan al-Turabi, a été évincé.

48. Entretiens et observations menés dans le cadre d'une recherche menée conjointement avec Alice Franck, Paris 1/PRODIG depuis 2014.

49. Entretiens, Khartoum, juin 2015 et avril 2016.

50. Cette analyse fondée sur l'asymétrie et la différenciation doit beaucoup aux travaux de Béatrice Hibou (2015) sur le sujet, et notamment à son chapitre « La formation asymétrique de l'État en Tunisie. Les territoires de l'injustice », dans Bono et al., (2015).

---

## RÉSUMÉS

L'expérience islamiste soudanaise est loin d'avoir mis un terme à l'histoire conflictuelle du pays et ce malgré l'indépendance du Sud en juillet 2011. Pourtant, une meilleure intégration des régions, hormis le Sud, faisait partie des objectifs affichés des Islamistes à leur arrivée aux commandes de l'État en 1989. Cette contribution interroge cet apparent paradoxe en explorant l'expérience de développement menée par les islamistes durant leur première république (1989-2011) à partir de l'étude de certaines pratiques sociales qu'ils ont activement encouragées : celles de l'évergétisme et de la philanthropie sociale. Elle s'appuie sur une analyse des pratiques de bienfaisance des grands commerçants du principal marché de la capitale soudanaise. L'origine régionale, et plus particulièrement darfourienne, de la plupart de ces grands commerçants permet de comparer ce que produisent ces pratiques selon les territoires. Elle montre que cet encouragement, qui ne s'inscrit pas dans un schéma spécifique pensé par les islamistes, conduit à des formes variées de développement en fonction des contextes locaux et humains dans lesquels vivent les acteurs, mais aussi en fonction des conceptions particulières qu'ils se font de leur rôle dans les cercles auxquels ils appartiennent. Elle souligne alors combien ces variations produisent des résultats extrêmement disparates et souvent conflictuels qui poursuivent *in fine* la formation asymétrique de l'État soudanais dans la continuité de sa trajectoire historique productrice d'injustices et source de conflits.

## AUTEUR

### RAPHAËLLE CHEVRILLON-GUIBERT

Raphaëlle Chevrillon-Guibert est politologue, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et affectée à l'UMR Prodig (CNRS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris 4 Sorbonne, Paris 7 Denis Diderot, IRD, AgroParisTech). À partir d'une approche d'économie politique, elle a étudié pendant 10 ans les ressorts du régime islamiste soudanais. Aujourd'hui elle poursuit son analyse en s'intéressant aux ressources naturelles et aux conflictualités que leur accès et leur exploitation génèrent au Soudan mais également au Tchad et au Maroc.